



L'enseignement supérieur et la recherche dans le contexte des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est : les enjeux linguistiques pour l'intégration régionale

Prof. Évariste Ntakirutimana
Rédacteur en chef

Le regroupement dans les grands ensembles devient une pratique incontournable à notre époque. Cette vague favorise les langues de grande extension qui, soutient-on mordicus, véhiculent mieux la mondialisation. L'on oublie cependant que cette situation défavorise les langues locales qui, ipso facto, sont rendues peu efficaces. Comme l'Union européenne, les communautés régionales en Afrique éprouvent de sérieux problèmes linguistiques et préfèrent pratiquer la loi du plus fort. Au moins, dans l'Union européenne l'on a pu fixer des balises en rapport avec l'aspect langues, même si entre les lois et la pratique, il y a loin de la coupe aux lèvres.

En Afrique en général, le facteur *langue* attire rarement l'attention des décideurs. Ces derniers semblent croire que l'usage d'une langue coloniale, l'anglais ou le français selon le cas, suffit pour arranger les choses. La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), regroupant le Rwanda, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC), trois anciennes colonies belges utilise le français en dépit d'une kyrielle de langues locales parlées en RDC. La communauté Est-Africaine qui se veut plus englobante fonctionne exclusivement en anglais. Cela va sans dire, car son noyau dur est composé d'anciennes colonies britanniques, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Le Rwanda, le Burundi et la RDC, pays francophones qui ont récemment rejoint la Communauté, doivent prendre (l'anglais) ou se tenir à l'écart. À ce compte, le problème d'intégration se pose avec acuité.

Comment utiliser les langues de large extension sans porter atteinte aux droits linguistiques de tout un chacun ? Comment rendre l'enseignement supérieur et la recherche profitables aux différents pays ou communautés multilingues alors que l'enseignement et la recherche doivent viser avant tout le bien-être social au sens large du terme ? Est-il possible d'envisager un processus académique

régional intégrant l'ensemble des langues ? Comment envisager et conduire des projets régionaux conjoints ? Voilà *grosso modo* la problématique dont traite la première partie de ce numéro. Des réflexions aussi bien théoriques que pragmatiques sont fournies dans les dix articles proposés. Au bout du compte, le français, l'anglais et le swahili sont appropriés à l'intégration régionale au vrai sens du terme. Éloigner l'une ou l'autre langue du milieu universitaire serait finalement la déconsidérer et pulvériserait les diverses opportunités qu'elle offre aux peuples de la région. Il faut évidemment réserver une place raisonnable aux langues locales.

La première partie est le fruit d'un séminaire qui a regroupé, en mars 2012 à Butare (Rwanda), une quarantaine de responsables des départements de langues et universitaires de la région des Grands-Lacs et de l'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Uganda, Rwanda, RDC, Tanzanie) ainsi que des participants internationaux. La rencontre, la première du genre, a permis d'échanger et de lancer les bases d'un réseau régional des départements universitaires de langues pour une meilleure intégration régionale en matière de recherche et d'enseignement supérieur. L'université en tant que centre de création et de diffusion du savoir, lieu de formation des cadres et des professionnels, doit jouer le rôle d'avant-gardiste. Les pratiques et politiques linguistiques à ce niveau influent inéluctablement sur l'avenir du système social dans son ensemble.

La seconde partie qui comprend 6 articles est le résultat d'un séminaire tenu à Yaoundé en octobre 2012. Ce séminaire est une suite logique de celui de Butare. Les départements universitaires de français de 14 pays de l'Afrique centrale et des Grands Lacs (Angola, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Kenya, Uganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tanzanie, Tchad) se sont réunis pour examiner l'intérêt de travailler en synergie, de partager l'information et de construire des projets d'envergure régionale malgré leur diversité linguistique. À cette occasion, différents aspects de la pratique et de l'enseignement du français dans la région ont été décrits avec brio.

Un lecteur curieux se demandera pourquoi le français attire tant l'attention dans cette partie de l'Afrique. Il importe de souligner que l'avenir du français dans cette région n'est pas prometteur. Par les temps qui courent, bon nombre de décideurs pensent que la pratique de l'anglais est nécessaire et suffisante en soi. L'on voit des pays initialement francophones délaisser le français au profit de l'anglais. L'exemple du Rwanda qui a déclaré l'anglais comme seul médium d'instruction à tous les niveaux d'enseignement, depuis octobre 2008, est éloquent en la matière. Au Burundi le débat sur l'adoption de l'anglais bat son plein. Le Gabon a dernièrement déclaré vouloir emboîter le pas au Rwanda. Sur le plan général, l'apprentissage de l'anglais attire beaucoup plus de candidats dans les pays francophones.

À l'inverse, dans les pays anglophones, l'enseignement du français est à la mode. Des départements de français naissent au jour le jour suite à une demande de plus en plus croissante. Dans ces pays, on a déjà pris conscience que parler une seule langue, c'est s'enfermer dans une maison sans fenêtres. Il y a lieu

de se demander pourquoi l'expérience des pays anglophones n'inspire pas les pays francophones pour finalement les amener à un équilibre qui consisterait à donner à chaque langue la place qui lui revient. Voilà la raison qui fait que la situation linguistique de la région des Grands Lacs africains est intéressante au sens médical du terme. La lecture de ce deuxième numéro permettra d'avoir une idée concrète de la manière dont les choses se passent sur le terrain.